

La Reconstruction

1 - Après la guerre civile, une économie capitaliste débridée	page 2
2 - La Reconstruction politique par le haut (1865-1867)	page 3
3 - La Reconstruction radicale (1867-1869)	page 6
4 - Dans le Sud : espoir des Noirs, résistance des Blancs	page 6
5 - Un début de Reconstruction à la base	page 7
6 - La situation des Noirs fait un bond en avant	page 8
7 – En finir avec la Reconstruction	page 9
Bibliographie	page 11

1 - Après la guerre civile, une économie capitaliste débridée

En quelques années, le paysage de la société américaine a été bouleversé par la guerre de Sécession. En 1858, Lincoln disait : « *je ne suis pas, et je n'ai jamais été, partisan de faire des Nègres des électeurs ou des jurés, non plus que de les habiliter à occuper de charges ou à se marier avec des Blancs* ». Le 1^{er} janvier 1863, le même Lincoln signait la déclaration d'émancipation des esclaves et deux ans plus tard, le 1^{er} janvier 1865, le Congrès votait le 13^{ème} Amendement mettant fin à l'esclavage : « *1- Ni esclavage, ni servitude involontaire, si ce n'est pour le châtement d'un crime dont le coupable aura été dûment convaincu, n'existeront aux Etats-Unis, ni dans aucun des lieux soumis à leur juridiction. 2- Le Congrès aura le pouvoir de donner effet au présent article par une législation appropriée.* »

C'est un bouleversement complet qui change profondément la vie des gens. Un « *soulèvement humain comparable à la Révolution française* » écrit l'historien noir Du Bois. Comme d'habitude, on trouve relativement peu de choses sur ce bouleversement à la base. Car, écrit H. Fast, « *on s'est attaché à en effacer jusqu'au souvenir. De puissantes influences n'étaient pas d'avis que ce fût une bonne chose pour le peuple américain de savoir qu'une expérience de ce genre avait été conçue et tentée, qu'elle avait été menée à bonne fin ; que le droit avait été accordé au Noir d'exister dans cette nation en tant qu'homme libre, de vivre sur un pied d'égalité avec ses voisins, de diriger sa propre destinée de concert avec les pauvres de race blanche du Sud ; ni qu'en huit ans ce Noir, maître de son destin, avait réussi à créer une civilisation conforme aux principes de la morale, de l'égalité et d'une véritable démocratie.* » Par contre, on trouve beaucoup de renseignements sur ce qui se passe en haut, parmi les dirigeants.

Les questions que se posent, d'en haut, les dirigeants à Washington, le président de la République, les membres du Congrès, sont : Comment reconstruire l'Union de tous les Etats maintenant que la guerre est terminée ? Quel statut donner aux affranchis ? Sont-ils des citoyens à part entière ? Peut-on leur donner le droit de vote ? Quelle relation établir entre les Blancs et les Noirs ?

Avant de voir comment ont été résolus ces problèmes, il faut dire deux mots de la situation économique. La fin de la guerre est une période de prospérité pour les capitalistes, mais qui débouchera sur la crise de 1873.

Si la Guerre civile a freiné le développement économique du pays pendant les hostilités, elle a aussi créé un climat favorable pour certaines entreprises, et elle l'a fait sous une forme telle que les hommes d'affaires qui en ont profité ont été surnommés *robber barons* (barons du vol). La guerre favorise en effet la corruption, tant au plan local que national. Le gouvernement ferme les yeux et les aventuriers de la finance s'en donnent à cœur joie.

Selon Hobsbawm, « *le plus fort était le plus riche et chacun des riches se créait sa propre milice* ». « *Un des domaines privilégiés était le chemin de fer. C'est là que Vanderbilt fit sa fortune et c'est là que Gould put accumuler des millions, grâce à des tripotages et sans organiser vraiment la pose d'une seule traverse ou le départ d'une seule locomotive. Tous ces spéculateurs étaient prêts à prendre l'argent là où il le trouvait. Aucun d'eux n'était particulièrement scrupuleux ni ne pouvait se permettre de l'être dans un système économique et à une époque où la fraude, la corruption, le scandale et parfois même le meurtre étaient considérées comme les armes normales de la compétition.* »

Dans le fracas assourdissant de la guerre, le Congrès et Lincoln votent des lois qui donnent aux milieux d'affaires ce qu'ils désirent, lois que le Sud agricole avait freinées avant la sécession. La plate-forme électorale du Parti Républicain de 1860 était clairement destinée à séduire les hommes d'affaires. « *En 1862, le Congrès vota le Homestead Act. Il offrait 160 acres (64 hectares) de terres publiques de l'Ouest américain à quiconque s'engageait à les cultiver pendant 5 ans. Ce fut aussi une aubaine pour les spéculateurs : 40 millions d'hectares furent octroyés par le Congrès et le président à différentes compagnies ferroviaires sans qu'elles aient à déboursier le moindre dollar, sauf en pots de vin.*

« *Le Président Abraham Lincoln signa, le 1^{er} juillet 1862, le Pacific Railway Act, lequel autorisait une compagnie à construire un chemin de fer vers l'Océan Pacifique. La Central Pacific arrosa Washington de plus de 200 000 dollars de pots de vin pour obtenir gracieusement 3,6 millions d'hectares de terres et quelque 24 millions de dollars en subventions diverses. 3 000 Irlandais et 10 000 Chinois construisirent la voie pendant 4 ans avec pour tout salaire un ou deux dollars par jour.*

« *En 1862, est fondée la Union Pacific Railroad Company. Cette compagnie s'est vu accorder 4,8 millions d'hectares de terres et 27 millions de dollars d'aides gouvernementales. Elle fonda le Crédit Mobilier, auquel elle versa 94 millions de dollars pour la construction de la ligne, qui coûta en réalité 44 millions. Des actions de la compagnie étaient vendues à des prix défiant toute concurrence à certains membres du Congrès, afin d'empêcher toute enquête un peu approfondie.* » (H. Zinn).

Même le vice-président de la République de l'époque, Colfax, était impliqué. « *En plus des lois votées par le Congrès, les Etats votaient eux aussi des lois au bénéfice des négociants et des propriétaires fonciers. Comme à New York où la famille Astor s'enrichit en percevant des loyers sur des logements infects où des milliers de pauvres trouvaient la mort.* »

2 - La reconstruction politique par le haut ou comment reconstituer l'Union de tous les Etats

Pour Lincoln, il faut permettre la réadmission des Etats libérés au sein de l'Union, au fur et à mesure de l'avancée des troupes, en comptant sur la minorité d'unionistes que l'on peut y trouver. Dès 1864, les Etats de la Louisiane, de l'Arkansas et du Tennessee, qui ont aboli l'esclavage, sont aux mains de fidèles partisans de Lincoln. Ils demandent au Congrès leur réadmission dans l'Union. Mais le Congrès refuse car il n'y a pas eu d'élections dans ces Etats, où les Noirs sont maintenus dans un servage peu différent de leur statut antérieur.

Les membres du Congrès sont majoritairement des membres du Parti Républicain, fondé en 1854 pour s'opposer à la loi autorisant l'esclavage au Kansas. En 1866, la majorité des élus républicains au Congrès sont très modérés, mais il existe une poignée de républicains radicaux qui considèrent que trop peu de choses ont changé pour les Noirs. Les républicains radicaux ont pour leaders Charles Sumner et Thaddeus Stevens : ils demandent que les Etats du Sud ne soient admis dans l'Union qu'après avoir rempli un certain nombre de conditions, dont celle de faire des Noirs des citoyens à part entière. Seul Stevens et une poignée de républicains proposent de distribuer des terres aux affranchis, en les prenant aux grands planteurs esclavagistes.

En avril 1865, Lincoln est assassiné. Sont également visés le secrétaire d'Etat William H. Seward et le vice-président Johnson. Le calcul des auteurs, un groupe de partisans de la cause confédérée, est d'instaurer le chaos et de rétablir l'esclavage. Mais ce projet échoue et Lincoln est remplacé par Johnson.

Johnson voudrait que, dans le Sud, les petits fermiers blancs prennent le pouvoir aux dépens des grands planteurs, et qu'une fois reconnue l'abolition de l'esclavage, ces Etats soient réadmis

dans l'Union ; il ne tient pas à associer à ce processus les Noirs, pour lesquels il a le plus grand mépris. Les gouvernements qui se mettent en place au Sud sont composés des élites traditionnelles qui sont du Parti Démocrate.

Selon Blackburn : *« Le nouveau président tolérait et partageait les sentiments de la réaction blanche sudiste devant la liberté des Noirs. Johnson était irrité par les revendications réitérées des républicains radicaux ainsi que par les mesures prises par certains officiers de l'Union qui, ayant saisi les propriétés abandonnées par les dirigeants confédérés, avaient entrepris d'attribuer des terres aux esclaves libérés. Johnson pensait qu'il était désormais temps que ces derniers apprennent à rester à leur place. Il soutenait les assemblées exclusivement blanches qui mettaient en place de nouveaux codes du travail obligeant les esclaves libérés à accepter l'emploi qui leur était proposé et punissant les "vagabonds". Les gentlemen et ladies de la classe dirigeante sudiste courtoisaient Johnson et l'acclamaient comme le héraut de la réconciliation et le sauveur du pays. »*

Johnson assure aux chefs sudistes et sécessionnistes que la voie est désormais ouverte pour qu'ils réintègrent l'Union sans autre forme de procès, à condition qu'ils acceptent le 13^{ème} amendement.

Cette première reconstruction laisse les Noirs à l'écart et redonne le pouvoir à leurs anciens maîtres. Voilà ce qu'en dit Fast : *« Pendant la période qui suivit immédiatement la guerre, le Sud fut comme frappé de paralysie. 200 000 esclaves noirs avaient pris les armes et avaient combattu sous l'uniforme nordiste dans la dernière et furieuse lutte pour leur liberté. Les armées du Sud étaient dissoutes ; les chefs sudistes, épuisés, assistaient, muets de stupeur, à leur licenciement, comme au soudain écroulement d'un château de sucre sous un jet d'eau. Et les rois des plantations, les hommes qui tiraient les ficelles de cette guerre, qui l'avaient conçue, qui l'avaient montée et qui n'avaient pas hésité à se plonger les mains dans le sang pour assurer la pérennité de leur prospérité, fondée sur le coton, le riz, le sucre ou le tabac, ceux-là virent arriver l'in vraisemblable : l'émancipation des esclaves, et, par elle, l'anéantissement total et soudain de leurs richesses, qui se chiffraient par des millions et des millions de dollars.*

« Il n'était peut-être jamais arrivé auparavant dans l'histoire que toute une classe, une classe dirigeante de la nation, ait reçu un tel coup de massue, ait été si rapidement et si totalement ruinée. La première réaction des planteurs fut le silence, un silence désespéré, désemparé devant les ruines de leur prospérité disparue. Ils ne pouvaient pas se révolter, parce qu'ils n'en avaient pas les moyens ; ils ne pouvaient pas échafauder de perspectives d'avenir, parce qu'ils étaient incapables d'envisager l'avenir sans esclaves. Quelques uns avaient fait de gros emprunts gagés sur leur richesse en esclaves, et, quand l'élément esclave disparut, leurs empires disparurent avec lui. De grandes plantations restaient désertes et abandonnées, ou exploitées tant bien que mal par les nègres, qui y restaient faute de savoir où aller. D'autres plantations furent vendues aux enchères pour rembourser des dettes ou payer des impôts. Les champs restèrent en friche ; les plantations de coton diminuèrent jusqu'à disparaître tout à fait en certains endroits.

« Une fois la première stupeur passée, les planteurs se ressaisirent. Cette farce de l'émancipation, pensaient-ils, ne serait pas jouée jusqu'au bout ; les esclaves pourraient rester esclaves ; un nègre était un nègre ; cela avait commencé ainsi, cela pourrait finir de même ; ce qui se passait à Washington était une chose, les nécessités économiques du Sud en étaient une autre. Avec une hâte presque hystérique, ils préparèrent la mise en application d'une série de lois appelées "Codes Noirs". Ces lois aboutissaient à la réintégration légale du nègre dans la condition même où il se trouvait avant la guerre... Une fois de plus, les planteurs crurent avoir assuré un avenir, le même que celui qu'ils avaient toujours eu en vue, étayé sur les échines de quatre millions d'esclaves noirs. »

Et les planteurs du Sud se sentent soutenus par le président Johnson qui, usant de ses pouvoirs présidentiels, accorde des grâces à des milliers de militaires et de responsables civils

confédérés. Johnson signe également un décret mettant fin à la distribution de terres aux affranchis, ce que faisaient des officiers de l'armée du Nord. Et il proclame que les représentants fédéraux des Etats du Sud au Congrès seront élus par les citoyens électeurs en 1860, autant dire qu'il exclue les Noirs affranchis du processus de reconstruction de l'Union.

Les républicains du Nord s'inquiètent de plus en plus de la tournure que prennent les événements dans le Sud : codes Noirs, élus au Congrès qui sont les mêmes qu'avant la guerre. Et le 30 juillet 1866, d'anciens combattants noirs sont massacrés à la Nouvelle-Orléans par la police, aux mains d'anciens soldats du Sud. La parade de ces vétérans a un but politique, soutenir l'initiative du gouverneur républicain de convoquer une assemblée constituante ce jour-là. Il faudra l'intervention des troupes fédérales pour mettre fin au massacre. Tout ceci renforce l'inquiétude des républicains, même des plus modérés.

Quand le Congrès se réunit à nouveau en décembre 1865, la majorité républicaine décide de reprendre en main le processus de reconstruction. Elle refuse de laisser siéger au Congrès les élus envoyés par le Sud, et s'attelle à la rédaction de lois qui encadrent la Reconstruction.

La première loi votée, en mars 1866, garantit l'égalité des Noirs avec les Blancs. C'est le 14^{ème} amendement de la Constitution. C'est une égalité au sens bourgeois du terme, c'est-à-dire que les affranchis deviennent des citoyens des Etats-Unis. Mais évidemment, il n'est pas question d'envisager les énormes différences de richesses et de position sociale entre les affranchis et les capitalistes. Pour les républicains, l'égalité entre Noirs et Blancs se résume à un homme, une voix, comme ce sera le cas en Afrique du Sud, 128 ans plus tard.

D'ailleurs, il n'y a pas que les Noirs qui deviennent citoyens, mais toute personne née aux Etats-Unis. Sauf les Indiens, sous le prétexte qu'ils ne sont pas imposables. Il faut dire que l'armée est en train d'éliminer les tribus indiennes, les unes après les autres. Enfin, les élus républicains radicaux finissent par persuader les républicains modérés que seule l'extension du droit de vote permettra l'élection d'assemblées véritablement loyales.

3 - La Reconstruction radicale (1867-1869)

La Reconstruction va prendre, durant trois ans, un tour plus radical. Cette période, de 1867 à 1869, marque « *la volonté des républicains élus en 1866 d'imposer leur volonté au Sud rétif. Dans cette politique, se conjuguent deux objectifs principaux : le premier, souvent sincère, est d'aider les affranchis à devenir des citoyens à part entière, le second - plus intéressé - est d'en faire des électeurs républicains, ce qui assurerait la victoire de leur parti* » (J. Portes).

Le 2 mars 1867, le Sud est découpé en 5 districts militaires dirigés chacun par un général. La présence de ces troupes, peu nombreuses – 18 000 en 1867 et 11 000 deux ans plus tard - doit permettre la réunion de conventions constitutionnelles élues au suffrage universel masculin où les affranchis peuvent voter. Dans le Nord du pays, par contre, les Noirs n'ont toujours pas le droit de voter. Les conventions devront rédiger de nouvelles constitutions conformes au 13^{ème} et au 14^{ème} amendements, et établir des gouvernements biraciaux. A cette condition, les Etats du Sud pourront être réadmis dans l'Union, ce qui se fera pour tous d'ici 1870.

Puis est voté le 15^{ème} amendement sur le droit de vote, en 1869. Cet amendement est rédigé de manière négative : « *le droit de vote des citoyens des Etats-Unis ne pourra être refusé ni restreint par les Etats-Unis, ni par aucun Etat pour raison de race, de couleur ou d'un état de servitude antérieur.* » Cette rédaction permet de respecter les pratiques des Etats du Nord où il y a des conditions pour être électeur. Ainsi, l'Etat de New York oblige les Irlandais à passer un test de lecture pour avoir le droit de vote, ce qui permet d'écarter les ouvriers irlandais des urnes. Après 1870, aucune autre grande loi ne sera votée.

La reconstruction politique est terminée. L'amnistie des anciens confédérés sera prononcée en 1872. En 1868, Grant est élu président de la République. Elu grâce aux voix des Noirs, il ne tient pas pour autant à pousser plus loin la reconstruction, se contentant d'ordonner aux troupes fédérales de déloger les gouverneurs démocrates qui s'accrochent au pouvoir en Caroline du Sud et en Louisiane.

4 - Dans le Sud : espoir des Noirs, résistance des Blancs

La désorganisation du Sud se poursuit durant les premiers mois qui suivent la fin de la guerre. La population noire s'est beaucoup déplacée, et nombreux espèrent obtenir des terres individuelles sur lesquelles ils pourraient s'établir : c'est la requête la plus fréquente qu'ils adressent aux militaires. Ceux-ci agissent suivant leurs propres convictions. Les uns distribuent quelques terres, d'autres persuadent les Noirs de reprendre le travail sur les plantations comme salariés.

Dans un premier temps, les Blancs sont désorientés, car ils craignent une révolte généralisée. Certains choisissent l'exil vers les Antilles britanniques, d'autres imaginent que les anciens esclaves ne survivront pas à la liberté.

Johnson, comme Lincoln avant lui, a pour but de rétablir rapidement l'ordre dans le Sud. Les élites traditionnelles du Sud vont y reprendre en main les affaires politiques, favorisés par l'attitude de Washington. Les Noirs sont systématiquement exclus de toute fonction locale. Fin 1865, dans le Tennessee, naît le Ku Klux Klan (KKK). Le Klan est une organisation qui prône ouvertement la suprématie blanche. Il se dotera d'une quasi armée secrète, avec l'aide de notables, civils ou militaires de l'ancienne Confédération sudiste.

A partir de 1866, avec l'appui de Johnson, des Codes Noirs sont édictés pour obliger les Noirs « à des contrats de travail draconiens, assortis d'une obligation de résidence fixe et de clauses répressives allant jusqu'à l'envoi en camp de travail obligatoire. Le but est de faire travailler les Noirs pour un salaire sur les mêmes plantations et sous la conduite d'un surveillant. » (J. Portes) Mais ces Codes noirs suscitent de vives réactions parmi les Noirs, ce qui va pousser les républicains radicaux du Congrès de Washington à entraîner les modérés pour prendre des mesures qui limitent les prétentions du Sud.

5 - Un début de Reconstruction à la base

Les mois qui suivent les lois de Reconstruction de 1867 vont constituer une période d'opportunité extraordinaire pour les Noirs et pour certains Blancs. Le Sud est à rebâtir, les règles doivent changer, alors tout semble possible. Les Noirs affranchis se lancent avec enthousiasme dans la lutte politique. Voici comment H. Fast décrit l'arrivée des élus à la Convention de Charleston en Caroline du Sud, à travers les yeux d'un commandant de l'armée fédérale « *(il) n'aimait pas le Sud : il le considérait comme territoire ennemi. Il n'avait confiance ni dans les blancs ni dans les noirs. Il n'aimait pas les "nègres", auxquels il imputait la responsabilité de la guerre ; il n'aimait pas les blancs "Bourbon", les aristocrates : issu d'une classe moyenne de l'Etat d'Ohio, il les haïssait instinctivement ; quant aux malheureuses épaves de race blanche du Sud que la guerre avaient encore appauvries... c'était eux qui avaient tué ses camarades... c'était eux les damnés rebelles.* »

Voilà donc comment ce soldat blanc du Nord voit arriver les élus à la Convention : « *Au fur et à mesure que les membres de la Convention se rassemblaient, et qu'ils venaient lui présenter leurs papiers s'amenuisaient son espoir d'un heureux dénouement. Quelle engeance ! Quelle*

équipe de faquins malpropres et de vulgaires ignorants ! Quelle folie, quelle stupidité que cette parade de foire imposée au Sud par les radicaux yankees, les Sumner, les Stevens et autres ! Des garçons de ferme qui avaient fait cent, deux cents milles à pied, trop arriérés pour savoir qu'il y avait des chemins de fer, et qu'en tant que délégués ils avaient le droit de prendre le train ; des soldats nègres démobilisés, qui se croyaient ses égaux parce qu'ils avaient porté l'uniforme bleu de l'armée nordiste et qu'ils avaient manié un fusil ; des hommes qui ne savaient ni lire ni écrire, des montagnards blancs, dégingandés et illettrés, qui s'étaient rangés du côté nordiste parce qu'ils détestaient les propriétaires d'esclaves ; des maîtres d'écoles noirs, qui, parce qu'ils savaient lire et calculer, se prenaient pour des savants... En vérité, n'y avait-il pas pour Charleston de quoi bouillonner de rage concentrée ? »

L'élection des conventions et les questions débattues éveillent à la politique toute la communauté noire. Cet éveil politique est amplifié par l'arrivée de nombreux Noirs libres venus du Nord : pasteurs, éducateurs, aventuriers viennent expliquer les nouveaux droits qui s'ouvrent à leurs frères du Sud. Certains attirent des foules quand ils prennent la parole. D'autres mettent sur pied des groupes d'Union League qui diffusent les idées de liberté. Pour Guérin, les Union League sont l'équivalent des clubs populaires de la Révolution française. « *Tous espèrent établir un climat de tolérance et d'égalité qu'ils n'ont souvent pas connu dans le Nord. Rapidement des chefs et des porte-parole apparaissent parmi les anciens esclaves,* » comme le héros de *La route de la liberté*, Gédéon Jackson (Howard Fast). « *La rapidité avec laquelle se fait la prise de conscience désarçonne les anciens propriétaires qui tentent parfois de se présenter comme les meilleurs amis des Noirs et se font huer.* »

« *Ce bouleversement est accentué aussi par la venue de nombreux Blancs. (...) Ils sont pasteurs ou instituteurs, issus des rangs abolitionnistes, désireux de participer à la libération des anciens esclaves.* » Mais il y a « *aussi des aventuriers qui espèrent racheter à vil prix des plantations abandonnées, des spéculateurs qui viennent tirer parti d'un pays à reconstruire, d'anciens soldats attirés par une région qu'ils viennent de découvrir* » (J. Portes). Les Sudistes haïssent ces Blancs qu'ils appellent des carpetbaggers (appelés ainsi car ils sont arrivés avec un sac de toile comme seul bagage) et ils les accusent de manipuler les Noirs, de profiter d'eux pour s'enrichir. Ces carpetbaggers prennent souvent la tête du Parti Républicain dans le Sud, où ils recrutent des Noirs.

Les Noirs ne sont majoritaires que dans la Caroline du Sud, ils composent à peine la moitié de la population de la Louisiane, et sont minoritaires partout ailleurs. Alors, les quelques milliers de carpetbaggers tentent d'influencer des Blancs : certains sont des opportunistes, d'autres des fermiers de l'intérieur souvent peu favorables aux Noirs mais désireux de contester le pouvoir des grands planteurs. Les élites sudistes les appellent des scalawags et les haïssent plus encore que les carpetbaggers car ils les voient comme des traîtres.

Ainsi, dans les conventions constitutionnelles qui se réunissent à l'été de 1867, on trouve des Noirs, des carpetbaggers et une majorité de scalawags. Mais les intérêts de ces groupes divergent. Les Noirs veulent des terres, et comme ils n'ont pas de sous, ils veulent les confisquer aux grands planteurs. Les carpetbaggers veulent bien assurer l'accès des affranchis au pouvoir, mais surtout ne pas distribuer la terre, par respect pour la propriété privée. Quant aux scalawags, qui sont souvent endettés, ils cherchent à diriger les nouveaux gouvernements pour pouvoir annuler leur dette.

Dans ces conditions, les gouvernements ne prennent aucune mesure pour distribuer la terre aux Noirs. Par contre ils votent des crédits pour le développement des chemins de fer, la grande affaire de l'époque. En Caroline du Sud, les gouvernements instituent l'accès aux soins médicaux pour les citoyens pauvres et l'Alabama met en place un système d'aide judiciaire pour les victimes pauvres avec l'aide d'institutions caritatives.

6 - La situation des Noirs fait un bond en avant

Les premières écoles noires, qui apparaissent au lendemain de la guerre, sont liées aux églises noires. *« Les Noirs revendiquèrent immédiatement une certaine autonomie vis à vis des Blancs, en formant leurs propres églises, en devenant politiquement actifs, en resserrant les liens familiaux et en se chargeant eux-mêmes d'éduquer leurs enfants. »*

« Les femmes noires participèrent activement à la reconstruction du sud de l'après-guerre. La poétesse Ellen Watkins Harper (...) donna, pour soutenir la cause abolitionniste après la guerre, des conférences dans tous les Etats du Sud. (...) En 1878, elle décrivait ce qu'elle avait vu et entendu dans le Sud récemment : "Une de mes connaissances, qui vit en Caroline du Nord et travaille dans une mission, raconte que quand il s'agit de subvenir au besoin de la famille, les femmes sont aux avant-postes. Les deux tiers du travail de jardinage leur incombent et, dans les villes, elles sont bien plus industrieuses que les hommes. (...) Lorsque ceux-ci perdent leur travail à cause de leur activité politique, les femmes se tiennent à leurs côtés et les aident à « lutter pour leurs principes" ».(H. Zinn)

Les anciens esclaves vont démontrer une volonté et un souci d'enraciner durablement leur émancipation. Ils montrent *« un désir très fort d'acquérir une éducation pour leurs enfants et pour eux-mêmes. Les pères de famille imposent que leurs enfants ne travaillent pas aux champs mais aillent à l'école. Les adultes affluent aussi en masse dans les écoles pour apprendre à lire et écrire. »* (Barreyre et Schor) Dans les années 1880, entre 20 % et 30 % des Noirs de plus de 10 ans sauront lire et écrire dans le Sud.

Les Noirs peuvent désormais être élus dans les Etats du Sud. Néanmoins, ils seront représentés de manière très minoritaire, excepté au sein de la chambre basse de Caroline du Sud. On peut se faire une idée de ce qui s'y passe en lisant le livre de Fast :

« Ce que je demande à la Constitution ? Je demande l'instruction pour tous, blancs et noirs. Je demande la liberté, une liberté aussi solide qu'un poteau de fer. Je demande qu'il ne soit permis à aucun homme de l'obliger à lui céder ma place dans la rue. Je demande une petite ferme où un nègre puisse planter ses choux, et être sûr de les récolter sa vie durant (...)

« Un délégué blanc dit : "Je me suis battu contre les Yankees pendant quatre ans et pendant quatre ans ma femme a tenu la maison. Elle a nourri les gosses, elle les a habillés, elle a défriché un terrain, elle a semé, elle a récolté. Je vous le demande, Messieurs, avez-vous l'intention de m'octroyer le droit de vote et de le refuser à ma femme ?" »

« Gédéon prit la parole et dit "Je me suis marié étant esclave. Notre mariage a eu lieu en secret parce que le maître n'était pas partisan du mariage pour les esclaves. Nous étions l'un et l'autre des animaux à ses yeux. Nous étions égaux dans notre travail ; nous étions égaux pour tomber de fatigue dans les champs de coton. Alors moi, je dis : Ma femme... égale à moi aux yeux de la Convention". »

« Les délégués faillirent instituer le suffrage universel (...) et, seule, la notion qu'ils avaient du caractère radical de cette mesure les empêcha de la voter. »

Le vote des Noirs, et de certains Blancs peut-être, porte après 1869 2 Noirs au Sénat et 20 au Congrès, dont 8 de Caroline du Sud. Ces chiffres diminueront après 1876 ; le dernier élu Noir aura quitté le congrès en 1901.

« Dans les quelques régions qui comptaient des fonctionnaires élus et des policiers noirs, en plus des soldats de l'Union, on put observer la prise en main et la gestion des plantations par des

associations de travailleurs libérés de l'esclavage. Ceci se produisit notamment dans plusieurs des rizières installées le long des fleuves côtiers de Caroline du Sud. (...) Dans le comté de Colleton, au début des années 1870, plusieurs importantes plantations fonctionnaient sous un régime que les journaux désignaient comme une "sorte de communisme" : des Noirs associés y éalisaient leurs responsables et achetaient collectivement des domaines. Mais de telles enclaves de pouvoir populaire étaient précaires. A la fin des années 1870, l'organisation et la propriété noires seront la cible de diverses attaques, en Caroline du Sud et ailleurs. » (Blackburn)

7 – En finir avec la Reconstruction (1870-1877)

La fin de la Reconstruction, en clair l'arrêt des transformations sociales au profit des opprimés, débute dès 1870. Les démocrates tentent de reprendre le dessus par la violence et le Congrès abandonne l'initiative. Aux yeux de la plupart des républicains, il en a fait suffisamment en faveur des affranchis.

« Dans les Etats où les Noirs sont peu nombreux, (...) les républicains n'ont pu exercer le pouvoir ou le perdent dès 1869 ou 1870. Les démocrates (...) chassent les Noirs des jurys, leur imposent une taxation particulière pour leurs écoles, organisent une subtile ségrégation sociale dans les transports et les lieux publics et instituent (...) un cens électoral qui écarte la plupart des affranchis.

Dans le Sud profond, les Noirs sont trop nombreux pour que les démocrates puissent reprendre le pouvoir de cette façon. Il s'agit (...) d'intimider et d'effrayer Noirs et républicains. C'est dans cette région que, entre 1868 et 1871, le KKK (...) connaît la première période de son développement. Masqués, (...) les membres du KKK attaquent la nuit tombée, les élus noirs, ceux qui s'avèrent les chefs de leur communauté, et les membres des clubs républicains. » (J. Portes) Ils font régner un climat de terreur, tuant, battant, lynchant. Les témoins blancs restent muets. Les gouverneurs des Etats laissent faire, sauf au Texas et en Arkansas où grâce à la loi martiale et à la police, les gouverneurs parviennent à éliminer la force du Klan.

« L'essor économique du début de la décennie 1870, le développement de l'industrie, des chemins de fer, la colonisation de l'Ouest sont autant d'éléments qui détournent le Nord des problèmes du Sud. Les revendications des Noirs sont désormais considérées sur le même plan que celle des fermiers qui se plaignent du tarif des chemins de fer, ou des ouvriers aux prises avec un patronat impitoyable. Elles n'ont plus aucune priorité, la conviction se répand selon laquelle la reconstruction a assez fait pour les affranchis et qu'elle a abouti à une corruption honteuse. » Une majorité du Parti Républicain est beaucoup plus intéressée par les chemins de fer que par les Noirs. « Le parti de Lincoln se confond de plus en plus avec les grands intérêts économiques. » (J. Portes)

Après le retrait des dernières troupes fédérales en 1877, les Etats du sud, avec une souveraineté intérieure retrouvée, introduisent la ségrégation raciale et privent les Noirs progressivement du droit de vote (entraînant un exode hors des Etats du Sud). En 1883, la Cour Suprême décide que la partie du 14^e amendement interdisant aux Etats de pratiquer la discrimination raciale dans les hôtels, les trains et les lieux publics est anticonstitutionnelle : en clair, la discrimination devient légale. Washington finira même par légaliser *de facto* la ségrégation dans les lieux publics en 1896 à l'échelon national suivant le principe hypocrite de « *separate but equal* », autrement dit « *séparés mais égaux* ».

L'usage nommera lois Jim Crow l'ensemble des arrêtés et autres règlements qui seront promulgués par les villes ou les Etats, après 1876 et jusque 1964. Du nom d'un personnage de chanson, acteur de spectacle blanc maquillé en noir - un Noir fruste du Sud profond - ces lois vont systématiquement chercher à distinguer et séparer les citoyens selon leur prétendue appartenance

« raciale », tout en admettant une égalité de droit. En Alabama, par exemple, une loi indique que « aucune personne ou société n'exigera de n'importe quelle infirmière féminine blanche de travailler dans les salles d'hôpitaux, publics ou privés, dans lesquels des nègres sont placés. » Concernant les autobus, une autre loi prescrit que « toutes les stations de cet État, quelle que soit la compagnie de transport, devront avoir des salles d'attente et des guichets séparés pour les Blancs et pour les personnes de couleur. » Ou bien encore : « Tout restaurant ou tout autre endroit où est servi de la nourriture sera illégal s'il ne prévoit pas des salles distinctes pour les personnes blanches et de couleur, à moins que celles-ci ne soient efficacement séparées par une cloison pleine s'étendant du plancher vers le haut à une distance minimale de sept pieds et à moins qu'une entrée séparée soit prévue. »

La ségrégation raciale finira par s'effondrer, avec les années 1960, sous les coups de boutoir des nouvelles générations, avec les mouvements pour les droits civiques.

Bibliographie

Daniel Guérin, De l'oncle Tom aux Panthères noires 10/18 n° 744 avril 1973

Karl Marx/ Abraham Lincoln, Une révolution inachevée, Introduction de Robin Blackburn, Syllepse avril 2012

Nicolas Barreyre et Paul Schor, De l'émancipation à la ségrégation, le Sud des Etats-Unis après la guerre de Sécession, PUF 2009

Jacques Portes, Les États-Unis de l'Indépendance à la Première Guerre mondiale, Armand Colin 2008

Howard Fast, La route de la liberté, Presses de la Renaissance 1979

1865	Avril 29 mai	Assassinat de Lincoln. Andrew Johnson devient président. Johnson publie 2 proclamations présidentielles : <ul style="list-style-type: none"> - Les chefs de la Sécession sont frappés d'incapacité civique et tenus à l'écart du processus politique. - Tous les citoyens électeurs en 1860, éliront des assemblées constituantes qui reconnaîtront l'abolition de l'esclavage, mettront en place une nouvelle constitution pour leur Etat, et organiseront l'élection de leurs représentants fédéraux. Aucun Noir ne participera au processus de reconstruction politique
	Mai Juillet	Reddition de la dernière armée confédérée Mise en place de gouvernements provisoires dans les Etats du Sud sous conditions de l'abolition de l'esclavage.
	Décembre	Mais dans le Sud, la plupart des élus aux assemblées constituantes sont les mêmes cadres qui ont servi la Confédération. Le Congrès met en place un Comité composé de 15 républicains radicaux pour conduire la politique dans les Etats du Sud 13^{ème} amendement abolit l'esclavage Création du Ku Klux Klan
1866	Avril	Malgré le veto du président, le Congrès adopte le Civil Rights Act qui garantit l'égalité des Noirs et qui fait de toutes les personnes nées aux Etats-Unis des citoyens à part entière (sauf les indiens)
	Juin	14^{ème} amendement qui intègre les dispositions de Civil Rights Act et dénie aux Etats de revenir sur les clauses d'égalité des droits décidées au niveau fédéral
	Juillet	Le Tennessee ratifie le 14ème amendement et est réintégré dans l'Union Sur les conseils du président, les autres Etats rejettent l'amendement.
1867	Mars	Adoption par le Congrès de l'acte qui divise le Sud en 5 régions militaires et les soumet à la loi martiale. Les noirs peuvent voter dans le Sud.
1868	Juin	7 Etats sont réadmis dans l'Union
	Novembre	Le candidat républicain le général Grant est élu président
1869	Février	15^{ème} amendement : aucun citoyen des Etats unis ne pourra voir son droit de voter supprimé ou réduit par les Etats en raison de sa couleur de peau
1870		Ouverture du premier chemin de fer transcontinental
	Juillet	La Géorgie est réadmise au sein de l'Union
1872	Mai	Amnistie de tous les confédérés à l'exception de quelques dirigeants
	Novembre	Grant réélu président
1876	Novembre	Hayes candidat républicain élu président Défaite du général Custer à Little Big Horn contre les Sioux
	Avril	Les troupes fédérales se retirent de Caroline du Sud et de Louisiane
1877		Fin de la reconstruction et début du processus de reprise en main par les Blancs et de l'exclusion des Noirs de tout droit
	Juillet	Grève des chemins de fer